

UNIVERSITE PARIS-EST CRETEIL VAL-DE-MARNE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

Exploitation et maintenance des installations de CVC des locaux scientifiques des Campus du Val-de-Marne (94).

CCAP N° 2026PFMCECHAUF

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1. OBJET / FORME DU MARCHE	4
1.2 NIVEAU DE MAINTENANCE	4
1.3. LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS	5
1.3. NATURE DES PRESTATIONS	5
1.3.1 Prestations forfaitaires	5
1.3.2 Prestations hors forfait	5
1.4. OBLIGATION DE RESULTAT	5
1.5. EXCLUSIVITE	6
ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE ET PARTIES CONTRACTANTES.....	6
2.1. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	6
2.2. PARTIES CONTRACTANTES.....	7
2.2.1 Parties contractantes	7
2.2.2 Forme des notifications et informations au titulaire.....	7
2.2.3 Représentation de l'acheteur.....	7
2.2.4 Représentation du titulaire	7
2.3. MODIFICATIONS STATUTAIRES	8
ARTICLE 3 - PERIODICITE – RECONDUCTION – CONSULTATION DU TITULAIRE	8
3.1. PERIODICITE ET RECONDUCTION.....	8
3.2. CONSULTATION DU TITULAIRE DE L' ACCORD-CADRE	8
ARTICLE 4 - PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES.....	8
4.1. TYPE ET CONTENU DES PRIX.....	8
4.1.1. Prestations forfaitaires	8
4.1.2. Prestations hors forfait.....	9
4.2. REVISION DES PRIX	9
4.2.1. Mois d'établissement des prix des marchés	9
4.2.2. Prix révisables à la date anniversaire du marché.....	9
4.3. APPLICATION DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE	10
4.4. PAIEMENT DES EVENTUELS SOUS-TRAITANTS	10
4.5. MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHE	10
4.5.1. Facturation des prestations forfaitaires.....	11
4.5.2. Facturation de prestations rémunérées sur la base devis BPU.....	12
ARTICLE 5 – REFACTIONS - PENALITES - PRIMES	12
5.1. REFACTIONS	12
5.1.1. Cas des prestations non exécutées.....	12
5.1.2. Facturation des demandes d'intervention ayant pour cause une mauvaise utilisation ou un vandalisme	12
5.2. PENALITES.....	12
ARTICLE 6 – CLAUSES DE FINANCEMENT	13
6.1. AVANCE	13
ARTICLE 7 – CLAUSES DE REEXAMEN	13
ARTICLE 8 - COORDINATION ET EXECUTION DES PRESTATIONS – SUIVI DES PRESTATIONS – INTERVENTION SUR SITE	14
8.1. PRISE EN CHARGE	14
8.2. REMISE DU MATERIEL OU DES EQUIPEMENTS EN FIN DE MARCHE	14
8.3. DOCUMENTATION TECHNIQUE.....	14
8.4. PERSONNELS INTERVENANTS.....	14
8.5. CORRESPONDANT PRIVILEGIE	15
8.6. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	15

8.7. HYGIENE ET SECURITE - DEVELOPPEMENT DURABLE	15
8.7.1 <i>Plan de prévention</i>	15
8.7.2 <i>Diagnostic amiante</i>	15
8.7.3 <i>Développement durable et déchets</i>	15
8.8. SUIVI DES PRESTATIONS ET INTERLOCUTEURS	16
8.8.1 <i>Suivi des prestations et maîtrise de chantier</i>	16
8.8.2 <i>Opérations de vérification</i>	16
8.8.3 <i>. Correspondants de l'Université Paris-Est Créteil Val de Marne</i>	16
8.9. FERMETURE DE L'UNIVERSITE	16
ARTICLE 9 - RESILIATION	16
ARTICLE 10 - MESURES D'ORDRE SOCIAL - APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL	17
10.1. DISPOSITIONS GENERALES	17
10.2. DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS D'INTERVENANTS ETRANGERS	17
ARTICLE 11 – GARANTIE.....	17
11.1. DELAI DE GARANTIE.....	17
11.2. GARANTIES PARTICULIERES	17
ARTICLE 12 - ASSURANCES	18
ARTICLE 13 – ATTRIBUTION DE JURIDICTION, LOI ET LANGUE APPLICABLE.....	18
ARTICLE 14 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	19

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Objet / Forme du marché

Le présent accord-cadre a pour objet l'exploitation et maintenance des installations de CVC des locaux scientifiques des Campus du Val-de-Marne (94).

Les prestations, objet du marché, sont réalisées pour le compte de l' :

UNIVERSITE PARIS-EST CRETEIL VAL-DE-MARNE
61, avenue du Général de Gaulle
94010 CRETEIL
(Personne publique)

Les objectifs recherchés sont principalement :

- Une qualité de service visant dans le temps le maintien de l'état et des performances des équipements et installations proches de celles d'origine, avec la recherche d'économies d'énergie,
- Un confort permanent aux occupants par la continuité du service et le dépannage dans des délais limités, dans le cadre des objectifs de qualité et de sécurité de l'Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne.
-

Les prestations d'exploitation et de maintenance sont forfaitaires, dès lors, les dépannages sont illimités.

Les prestations hors forfaits feront l'objet de bons de commande notifiés par le Pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

Seuls les bons de commande signés par l'ordonnateur ou toute personne ayant reçu délégation de signature pourront être honorés par le ou les titulaires.

Chaque bon de commande précisera :

- Le service émetteur de la commande,
- La référence du marché,
- La description des prestations,
- Le prix correspondant en euros TTC,
- L'adresse de l'exécution des prestations,
- L'adresse de facturation.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont détaillées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Le marché est accord-cadre à bons de commande, lancé en application des articles L. 2124-1, L. 2124-2, R. 2124-1, R. 2124-2 et R. 2161-1 à R. 2161-5 du code de la commande publique, selon la procédure de l'appel d'offres ouvert. L'accord-cadre est mono-attributaire.

Il comprend une partie à prix forfaitaire et une partie à prix unitaires sur la base de devis présentés par le titulaire établi à partir du bordereau de prix unitaires (BPU). L'accord-cadre est passé sans montant minimum annuel et avec un montant maximum annuel de 200 000 € HT.

Les prestations hors forfait sont rémunérées sur la base de devis présentés par le titulaire établi à partir du bordereau de prix unitaires.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont détaillées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.2 Niveau de maintenance

Le titulaire prend en charge les opérations de maintenance préventive (systématique et conditionnelle), les dépannages, réparations et opérations de maintenance corrective pour tous les équipements objet du présent marché.

1.3. Lieux d'exécution des prestations

Le pouvoir adjudicateur procède actuellement à la construction de nouveaux bâtiments, par conséquent la liste des sites pourra s'accroître.

A contrario, il est également envisageable que, durant la durée du présent marché, l'université se sépare de certains sites. Toute modification des prestations prévues au marché fera l'objet d'un avenant.

1.3. Nature des prestations

Les différentes prestations sont définies dans le CCTP et ses annexes propres.

L'accord-cadre comprend des prestations régulières comprises dans le forfait annuel ainsi que des prestations ponctuelles sur commande.

1.3.1 Prestations forfaitaires

Le marché du titulaire comprend un ensemble de prestations prévues dans le CCTP.

Les prestations réglées sur la base du forfait sont les suivantes :

- La maintenance préventive,
- La maintenance corrective,
- La conduite et la surveillance des installations,
- La tenue des documents de maintenance,
- La tenue de l'astreinte :
 - o Les jours fériés,
 - o Les samedis et dimanches
 - o Durant les vacances scolaires

Pour les opérations de maintenance préventive et correctives incluses au forfait : la fourniture de toutes les pièces détachées dont le coût unitaire d'achat attesté par la facture du fournisseur, toute remise déduite, est supérieur à 100 € HT fait l'objet d'un bon de commande spécifique.

1.3.2 Prestations hors forfait

Les prestations non réglées sur la base du forfait sont les suivantes :

- La maintenance préventive et corrective de niveau supérieur à celui défini dans les pièces de l'accord-cadre ;
- Les réparations résultant d'un usage anormal ou d'une dégradation délibérée, sauf si ces dommages sont du fait du personnel du prestataire.

Ces prestations font l'objet d'un bon de commande établis sur la base du bordereau des prix unitaires (BPU).

1.4. Obligation de résultat

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage à mener à bien, sans aucune restriction ni réserve les prestations qui lui sont confiées. Il est débiteur d'une obligation de résultat.

Il est réputé avoir une parfaite connaissance :

- De la constitution des Campus,
- Des contraintes dues à leur destination, notamment des horaires possibles d'intervention du fait de leur exploitation.
- De la consistance des équipements et installations dont il doit assurer la maintenance,

- Des conditions particulières d'accès liées à la sécurité et à la spécificité du Campus.

Le prestataire ne peut se prévaloir de la méconnaissance ou de l'insuffisance d'informations et faire état des difficultés provenant de l'état ou de l'entretien des installations pour ne pas assurer sa prestation, partiellement ou en totalité, dans le cadre défini par le présent marché.

1.5. Exclusivité

Le titulaire de l'accord-cadre dispose de l'exclusivité pour l'exécution des prestations définies par le présent marché.

Aucun autre opérateur économique ne sera autorisé à intégrer l'accord-cadre durant sa période de validité.

Le titulaire de l'accord-cadre ne peut se prévaloir d'aucune exclusivité dans l'attribution d'un bon de commande lorsque le délai d'exécution prévisionnel de la prestation est supérieur ou égal à 3 mois après la date de fin de l'accord-cadre.

Le titulaire ne peut se prévaloir d'aucune exclusivité pour la maintenance préventive ou curative d'un niveau supérieur à celui défini à l'article 1.2.

Le titulaire ne peut se prévaloir d'aucune exclusivité pour :

- Les travaux de transformation, de restructuration ou de modification des ouvrages ou installations,
- Les travaux liés à des prestations d'adjonction d'équipements aux installations existantes.

ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ ET PARTIES CONTRACTANTES

2.1. Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, les pièces constitutives du marché sont les suivantes et prévalent, en cas de contradiction ou de différence, dans l'ordre où elles sont mentionnées ci-dessous :

- L'acte d'engagement et ses annexes :
 - o Annexe 1 : DPGF,
 - o Annexe 2 : BPU,
 - o Annexe 3 : Délai d'intervention ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes :
 - o Annexe 1 : Liste des équipements,
 - o Annexe 2 : Fréquence de remplacement,
 - o Annexe 3 : Gamme de maintenance;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG/FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF n°0078 du 1 avril 2021 ;
- L'offre technique du candidat.

Toute clause, portée dans toute documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Le titulaire déclare parfaitement connaître ces documents bien qu'ils ne soient pas matériellement joints au présent marché.

Si de nouveaux textes entraient en vigueur en cours de déroulement du présent marché, le titulaire devra en avertir l'université et livrer des installations conformes aux dernières dispositions. L'université établira un avenant correspondant aux modifications si elles sont conséquentes.

2.2. Parties contractantes

2.2.1 Parties contractantes

Les parties contractantes sont :

- la « personne publique » contractante
UNIVERSITE PARIS-EST CRETEIL
61, avenue du Général de Gaulle
94010 CRETEIL
d'une part,
- le « titulaire »
la ou les personnes – physiques ou morales - désignées dans l'acte d'engagement
d'autre part.

2.2.2 Forme des notifications et informations au titulaire

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, le pouvoir adjudicateur prévoit d'utiliser les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et l'heure de leur réception :

- Echanges dématérialisés dans les conditions suivantes : Echange par le biais du profil acheteur ou par courriel avec accusé de réception retourné obligatoirement par le titulaire du marché à l'adresse électronique des parties mentionnée dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à leur siège social.

Dans le cadre de la notification de pièces administratives, les courriels expédiés par le pouvoir adjudicateur proviendront exclusivement du pôle achat public de l'UPEC.

Toutefois, la direction du patrimoine et du développement durable de l'UPEC ainsi que certains de ses services se réservent la possibilité de notifier certaines décisions ou informations qui font courir un délai ou pour toute demande de devis par courrier recommandé avec accusé de réception.

L'acte d'engagement précise l'adresse e-mail ainsi que l'adresse postale du titulaire pour les notifications.

En cas de changement durant l'exécution du marché, il appartient au titulaire du marché de communiquer la nouvelle adresse courriel ainsi que la nouvelle adresse postale auxquelles devront être effectuées les communications.

2.2.3 Représentation de l'acheteur

Dès la notification du marché, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché.

Les représentants de la Direction du Patrimoine et Développement Durable de l'Université sont les principaux interlocuteurs du titulaire dans l'exécution de l'accord-cadre.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au titulaire dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires au nom de l'acheteur.

Toutefois, seuls les documents signés par le pouvoir adjudicateur ou toute personne disposant d'une délégation conforme, ont valeur contractuelle.

2.2.4 Représentation du titulaire

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom à l'acheteur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

2.3. Modifications statutaires

Le titulaire du marché est tenu de notifier immédiatement au Pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ou la société,
- A la forme de l'entreprise ou de la société,
- A la raison sociale de l'entreprise ou de la société ou à sa dénomination,
- A l'adresse du siège de l'entreprise ou de la société,
- A la domiciliation bancaire de l'entreprise ou de la société,
- Au capital social de l'entreprise ou de la société.

Et généralement toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise ou de la société.

ARTICLE 3 - PERIODICITE – RECONDUCTION – CONSULTATION DU TITULAIRE

3.1. Périodicité et reconduction

Le marché est conclu pour une durée initiale d'un (1) an à compter de sa date de notification.

Il est reconductible tacitement à sa date d'anniversaire sans que la durée du marché puisse dépasser quatre (4) années soit un total de trois (3) reconductions possibles.

En cas de non renouvellement, un préavis sera envoyé au titulaire du marché au plus tard deux (2) mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre.

Les deux parties demeurent liées du fait de prestations ou de règlements qui resteraient à effectuer après expiration ou après résiliation dudit marché.

3.2. Consultation du titulaire de l'accord-cadre

Les prestations hors forfait sont rémunérées après validation du devis par le pouvoir adjudicateur par l'émission d'un bon de commande dûment signé par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Les devis seront émis après demande du représentant du pouvoir adjudicateur ou peuvent être proposés par le titulaire du marché au pouvoir adjudicateur.

Après remise du devis, le titulaire peut être invité à compléter son offre initiale par écrit dans un délai précisé lors de la demande de complétude.

ARTICLE 4 - PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

4.1. Type et Contenu des prix

4.1.1. Prestations forfaitaires

Les prestations définies au présent CCAP ainsi que dans le CCTP sont réglées à **prix forfaitaires**. Ces prix comprennent les frais correspondant à l'obligation faite au titulaire de maintenir les moyens d'intervention en personnel et en matériel en vue d'assurer l'ensemble des interventions de maintenance définies dans le présent marché.

Les prix faisant l'objet du présent marché sont réputés comprendre notamment la rémunération de toutes les dépenses liées au contrat, y compris les frais généraux, les frais d'assurance, les charges fiscales, parafiscales et autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents à la fourniture et à l'entretien des matériels nécessaires à la bonne exécution des prestations.

Les consommables pour toutes les opérations de maintenance sont à la charge du titulaire. La fourniture de toutes les pièces détachées dont le cout unitaire d'achat attesté par la facture du fournisseur, toute remise déduite, est supérieur à 100 € HT est payée par le pouvoir adjudicateur (hors main d'œuvre).

Il est rappelé que le candidat doit remplir obligatoirement l'acte d'engagement fourni par le pouvoir adjudicateur, ainsi que ses annexes, la décomposition du prix global et forfaitaire et le bordereau des prix unitaires.

4.1.2. Prestations hors forfait

Les interventions non comprises dans le prix forfaitaire du marché sont réglées sur la base de devis présentés par le titulaire établi à partir du bordereau de prix unitaires.

Elles sont réglées sur la base de devis détaillés (pièces et main d'œuvre) rédigés suivant le bordereau de prix unitaires et ayant préalablement fait l'objet d'un bon de commande.

Le prix des pièces détachés devront être attestées par la communication systématique d'une facture pro-forma ou équivalent auquel sera affecté le coefficient au déboursé renseigné dans l'annexe 2 à l'acte d'engagement.

Le pouvoir adjudicateur autorise le titulaire à prendre l'initiative d'un remplacement d'organe usagé ou défectueux, sans bon de commande préalable, pour des raisons d'urgence liée à la sécurité des personnes et/ou des biens. Il doit toutefois communiquer préalablement un devis qui doit être validé par le pouvoir adjudicateur avec un bon pour accord. Le pouvoir adjudicateur établit alors un bon de commande a posteriori sous réserve de la communication de tous les éléments permettant le calcul du prix et d'une note circonstanciée justifiant le caractère urgent de l'intervention (article 3.2.2 du CCTP).

4.2. Révision des prix

Les répercussions sur les prix des marchés, des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

4.2.1. Mois d'établissement des prix des marchés

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède celui de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé " mois zéro " (M0) et il est précisé à l'acte d'engagement.

4.2.2. Prix révisibles à la date anniversaire du marché

Les prix forfaitaires sur la base de la DPGF ainsi que les prix unitaires sur la base du BPU seront révisés à chaque reconduction du marché par référence à la formule suivante :

$$P = P_0 \{ [0,80 (ICHT-IME / ICHT-IME_0)] + [0,20 (FSD_2 / FSD_{20})] \}$$

Dans laquelle :

P = prix révisé hors taxes à la date de reconduction du marché ;

P0 = prix de l'offre hors taxes indiqué à l'acte d'engagement et réputé établi sur la base des conditions économiques du « mois zéro » (M0), tel qu'il figure à l'article 4.2.1 ;

ICHT-IME0 : indice du coût horaire du travail tous salariés dans les industries mécaniques et électriques pour le mois d'établissement des prix M0 ;

ICHT-IME : indice du coût horaire du travail tous salariés dans les industries mécaniques et électriques connu à la date de révision ;

FSD20 : indice Frais et Service Divers - services courants pour le mois d'établissement des prix M0 ;

FSD2 : indice Frais et Service Divers - services courants connu à la date de révision.

Après application de la formule, le coefficient de révision de prix est arrondi au millième supérieur.

Cette formule de révision est exclusive de toute autre. Aucune autre variation de données ne pourra donner lieu à modification des prix.

4.3. Application de la taxe sur la valeur ajoutée

Les montants des comptes sont calculés en appliquant les taux de la T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

4.4. Paiement des éventuels sous-traitants

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu du Pouvoir adjudicateur, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance, par notification de la déclaration de sous-traitance.

Afin d'obtenir l'agrément du sous-traitant, il doit être remis au Pôle Achat Public (61 avenue du Général de Gaulle, 94000 Créteil, 13 niveau 3) par mail ou par courrier :

- Un formulaire DC4 dûment rempli par le titulaire du marché et son sous-traitant ;
- Un K-bis de moins de 3 mois ;
- Une attestation d'assurance professionnelle en cours de validité ;
- Une déclaration du chiffre d'affaires global sur les 3 dernières années ;
- L'attestation de fourniture des déclarations sociales (déclaration de vigilance délivrée par l'URSSAF) datant de moins de 6 mois ;
- L'attestation fiscale pour l'année en cours
- Les références de cette société ;
- Un document indiquant ses effectifs
- Relevé d'identité bancaire (RIB)

Si le titulaire souhaite faire intervenir de nouveau un sous-traitant ayant déjà obtenu l'agrément du pouvoir adjudicateur, le titulaire doit reproduire une déclaration de sous-traitance modificative (DC4) précisant les montants sous-traités cumulés pour chaque opération.

4.5. Modalités de règlement du marché

Le mode de règlement est le virement administratif avec un délai global de paiement fixé à 30 jours à compter de la réception de la facture par le pouvoir adjudicateur et attestation de service fait.

Le défaut de paiement dans le délai prévu fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire conformément aux dispositions du titre IV de la loi n°2013-100 du 29 janvier 2013 et du décret n°2013-269 du 29 mars 2013. Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration de délai global de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Le taux des intérêts moratoires applicables est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile

au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Auxquels s'ajoute une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros.

Les factures doivent être transmises (avec copie par mail au service ordonnateur) sous forme dématérialisée par **Chorus pro**. Cette application est accessible à l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Pour ce faire, les factures dématérialisées adressées à l'Université Paris-Est Créteil devront comporter les informations suivantes ;

- Le numéro **SIRET 19941111700013**, qui identifiera l'Université Paris-Est Créteil en tant que destinataire de la facture,
- Les codes services qui permettront de distinguer les factures publiques (FACTURES_PUBLIQUES), des factures sur engagements ou bons de commande (FACTURES_SUR_ENGAGEMENTS) et des factures sans bon de commande (FACTURES_SANS_ENGAGEMENT),
- Le numéro d'engagement indiqué sur le bon de commande transmis par l'université (numéro sous le format 4500xxxxxx).

Le **numéro de TVA intracommunautaire** l'Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne est le suivant : **25 199411117**

Pour plus d'information, consulter le site Communauté Chorus Pro (<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>), dédié à la préparation à la facturation électronique.

Le comptable assignataire de la dépense est Mme. Hélène DUROU, agent comptable de l'Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne.

4.5.1. Facturation des prestations forfaitaires

Les factures seront **trimestrielles et à terme échu**.

Le titulaire émettra une facture détaillée individuelle par site.

La facture doit être envoyée en un seul exemplaire. La facture doit impérativement comporter les indications prévues par la réglementation de la Comptabilité Publique et notamment les renseignements suivants :

- La mention : « marché **2026PFMCECHAUF**»,
- La date,
- Les nom et adresse du titulaire,
- Le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- le numéro de bon de commande,
- La mention : Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne,
- le site et le ou les bâtiments, le ou les équipements concernés avec leur numéro d'identification et le cas échéant le n° de chaque avenant,
- Le nom et l'adresse du site concerné,
- La période trimestrielle concernée,
- La désignation en clair des prestations effectués,
- Le montant trimestriel en euros HT,
- Le coefficient éventuel de révision de prix (à compter de la deuxième année contractuelle).

Le total HT de la facture est ensuite majoré du taux de TVA en vigueur pour former le prix total TTC à régler.

En cas de prise en charge d'installation en cours d'année, la redevance sera payée au prorata des mois entre la prise en charge et le paiement trimestriel.

4.5.2. Facturation de prestations rémunérées sur la base devis BPU

Les prestations seront facturées **après exécution de la prestation**.

Le titulaire s'engage à fournir tous les renseignements sur les prix appliqués pour ces prestations et à joindre sa facture fournisseur avec la facture remise à l'université.

Outre les indications légales, les factures portent les données suivantes :

- La mention : « marché **2026PFMCECHAUF** »,
- La date,
- Les nom et adresse du titulaire,
- Le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- le numéro de bon de commande,
- La mention : Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne,
- Le site et le ou les bâtiments ainsi que le ou les équipements concernés avec leur numéro d'identification,
- Le nom et l'adresse du site concerné,
- la date et le numéro du bon de commande,
- La ou les prestations concernées par l'intervention,
- Leur montant unitaire,
- Le montant en euros HT,
- Le taux et le montant de la T.V.A. en euros.

Le total HT de la facture est ensuite majoré du taux de TVA en vigueur pour former le prix total TTC à régler.

ARTICLE 5 – REFACTIONS - PENALITES - PRIMES

5.1. Réfactions

5.1.1. Cas des prestations non exécutées

Selon les modalités de l'article 30.3 du CCAG/FCS et dans le cas où une prestation ne serait pas exécutée, le montant de la réfaction correspond directement à la quantité de prestation inexécutée, calculée sur la base des prix unitaires figurant dans la Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

En cas de difficulté pour évaluer le prix unitaire de la prestation non-exécutée, ce prix sera calculé à partir du montant annuel de la prestation concernée, pondéré en fonction de la périodicité prévue pour cette prestation.

Les coefficients de pondération retenus sont les suivants :

- Prestation prévue toute les 6 semaines : 1 / 8
- Prestation de périodicité semestrielle : 1 / 2
- Prestation de périodicité annuelle : 1

5.1.2. Facturation des demandes d'intervention ayant pour cause une mauvaise utilisation ou un vandalisme

La facturation sera validée en réunion mensuelle si et seulement si l'information est consignée dans le registre (cahier de liaison), conformément à l'article 5.5.4. du CCTP.

5.2. Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS et dans le cas de non-respect des délais ou des engagements du prestataire, il sera appliqué, sans mise en demeure préalable, une pénalité :

- **Pénalité pour retard d'intervention de dépannage, de remise en service et/ou de remise en état** : en cas de non-respect du temps d'intervention contractuel pour la maintenance corrective, une pénalité de **75 € HT par heure** de retard sera appliquée.
- **Pénalité pour absence de visite périodique obligatoire et non-respect des obligations réglementaires** : en cas d'absence du titulaire aux visites périodiques obligatoires ou en cas de non-respect des obligations réglementaires, une pénalité de **500 € HT** par visite non effectuée sera appliquée.
- **Pénalité pour non communication des données d'intervention** : en cas de non communication des données d'intervention (préventif et correctif), une pénalité de **50 € HT** puis une pénalité **25 € HT par jour** calendaire de retard sera appliquée.
- **Retard de production du rapport d'exploitation** : une pénalité de **100 € HT** par semaine.
- **Pénalité pour non-conformité du rapport d'exploitation** : en cas de non-conformité du contenu du rapport d'exploitation au contenu fixé contractuellement, une pénalité de **100 € HT** forfaitaire
- **Pénalité pour non communication du calendrier d'exécution** :
 - o En cas de non communication du premier calendrier d'exécution par le titulaire, une pénalité de **500 € HT** sera appliquée par jour calendaire de retard à compter de la demande.
 - o En cas de non communication de calendrier postérieurement à l'expiration d'un calendrier d'exécution, une pénalité de **20 € HT** par jour calendaire de retard sera appliquée.
- **Pénalité pour non-respect du calendrier d'exécution** : en cas de non-respect du calendrier d'exécution, une pénalité de **75 € HT par jour** calendaire de non-respect sera appliquée.
- **Pénalité pour défaut de mise à jour ou de présentation de la documentation contractuelle** : le défaut de production de la documentation à fournir par le titulaire en application du présent marché ou de toute autre réglementation entraîne l'application d'une pénalité de **50 € HT par jour** calendaire et par document.
- **Absence du personnel** : en cas d'absence de son personnel, une pénalité **100 € HT** par constat puis **25 € HT** par heure d'absence

Les pénalités sont cumulables.

ARTICLE 6 – CLAUSES DE FINANCEMENT

6.1. Avance

Sauf refus du titulaire signifié à l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire par application des dispositions des articles R2191-3 à R2191-12 du code de la commande publique.

ARTICLE 7 – CLAUSES DE REEXAMEN

En application de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, l'accord-cadre pourra être modifié, à la demande du pouvoir adjudicateur, lorsqu'il devient nécessaire d'intégrer une ou plusieurs prestations ou de modifier le montant maximum annuel, à condition que cette modification n'entraîne pas d'autres changements substantiels.

En cas d'accord du titulaire du marché public, la modification sera formalisée par un avenant au marché.

ARTICLE 8 - COORDINATION ET EXECUTION DES PRESTATIONS – SUIVI DES PRESTATIONS – INTERVENTION SUR SITE

8.1. Prise en charge

Le titulaire déclare être parfaitement informé de la constitution des locaux et de la consistance des matériels ou équipements dont il assure la maintenance.

A l'issue des trois semaines suivant la notification du marché, le Titulaire devra fournir :

- Une attestation d'assurance valable pour l'année en cours,
- Une proposition de planning de visites systématiques.

Dans les 2 mois suivant la notification du marché, le titulaire doit fournir un état des lieux détaillé du matériel ainsi qu'un état descriptif des installations. Le document comprendra des recommandations de travaux de mise en conformité, s'il y a lieu, suivant les dernières réglementations en vigueur.

Le procès-verbal fait partie intégrante du marché, il devra être réalisé et présenté aux correspondants de l'université comme indiqués à l'article 2.2.3 du présent CCAP au terme de la période de prise en charge.

Dans le cas d'une installation nouvelle, mise en service en cours du marché ou de travaux importants effectués sur l'installation existante, le titulaire est invité à assister aux vérifications et essais préalables à la réception, ainsi qu'aux levées de réserves éventuellement effectuées.

A noter que la mise en conformité des matériels ou équipements vis à vis de la réglementation en vigueur est à la charge de l'Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne.

8.2. Remise du matériel ou des équipements en fin de marché

Le titulaire s'engage à laisser en fin d'exécution du marché les matériels ou équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement.

Afin de vérifier le respect de cet engagement, une visite contradictoire sera effectuée un mois avant la clôture du marché.

Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des matériels ou équipements est établi à la fin de l'exécution du marché.

8.3. Documentation technique

Les documents techniques à jour suivants sont mis à disposition du titulaire à la prise en charge : plans de situation, rapports de contrôle technique, schémas des appareils, instructions diverses du constructeur etc. s'ils sont disponibles au Service travaux et maintenance immobilière de l'Université Paris-Est Créteil. Leur reproduction est à la charge du titulaire.

La documentation existante ou créée par le titulaire dans le cadre du marché est la propriété de l'Université et n'est utilisée par le titulaire qu'à seule fin d'exécution du présent marché. Elle est mise à jour par ses soins en cas de modification des appareils ou équipements consécutive à ses interventions.

8.4. Personnels intervenants

Le titulaire s'engage à fournir aux services de l'Université, avant le commencement des prestations ainsi qu'à chaque changement de personnel, le nombre, le nom et la qualification des intervenants chargés de l'exécution des travaux. Les services de l'université se réservent alors le droit de demander le remplacement de personnel sans que le titulaire du marché ne puisse se prévaloir d'aucun droit.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit, sans indemnité, d'exiger à tout moment l'éviction de toute personne participant à l'exécution des prestations pour insubordination, incapacité ou défaut de probité. Cette mesure est de portée générale et définitive.

8.5. Correspondant privilégié

Le titulaire peut être représenté par un de ses agents dûment désigné dans le mémoire technique, pièce contractuelle du marché. Ce représentant du titulaire, qui sera l'interlocuteur privilégié de l'université, doit posséder toutes les capacités pour représenter sa société et ne peut être lui-même sous le coup d'aucune condamnation interdisant l'accès aux marchés publics.

Cet agent doit offrir une disponibilité compatible avec le déroulement du marché, des relations fréquentes avec le représentant de la personne publique et ses services et pouvoir être joignable le plus rapidement possible. Il doit être en mesure de réagir rapidement à la demande de l'université (conseil et expertise).

D'une manière générale, tout changement d'intervenant doit faire l'objet d'une présentation au représentant de la personne publique et d'une acceptation de sa part.

L'ensemble de ces dispositions s'applique sans préjudice de l'application d'éventuelles pénalités pour retard.

8.6. Conditions d'exécution des prestations

Les prestations doivent être exécutées selon les modalités fixées par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Le titulaire communique un calendrier détaillé de l'exécution annuel des prestations. Ce calendrier doit faire apparaître les effectifs mis à disposition par Campus, la plage horaire de présence, les noms et qualifications des personnels. Ce calendrier est, le cas échéant, actualisé, et communiqué, en toute hypothèse, par mail ou par courrier au pôle exploitation-maintenance de la Direction du Patrimoine et du Développement Durable.

Pendant toute la durée de ces prestations, l'Université restera en service. L'entreprise veillera à ne pas nuire à son bon fonctionnement et prendra toutes les dispositions contre les risques liés à l'interactivité entre les utilisateurs des bâtiments et les travaux.

8.7. hygiène et Sécurité - Développement durable

8.7.1 Plan de prévention

Les conditions d'intervention sur les sites de l'université pour l'installation des matériels et la mise en œuvre des travaux restent liées à la rédaction préalable et en commun d'un plan de prévention selon le décret n° 92 158 du 20.2.1992.

8.7.2 Diagnostic amiante

Un dossier DTA est à disposition et consultable au bureau du Service travaux et maintenance immobilière de l'université.

L'entreprise doit impérativement avertir le Maître d'ouvrage par écrit de la présence de tout matériau susceptible de comporter de l'amiante dans les zones de son chantier.

Lors de l'exécution des travaux, l'entreprise devra se conformer aux dispositions des articles R1334-14 et suivants du code de la santé publique.

8.7.3 Développement durable et déchets

Dans le cadre de la protection de l'environnement, du développement durable, l'entreprise doit :

- adopter un comportement ÉCO-responsable,
- limiter l'impact sur l'environnement,
- favoriser la mise en œuvre de produits et matériaux munis d'éco labels ou de certifications NF environnement,

- limiter les pollutions générées par les chantiers et les nuisances sur l'environnement.

L'entreprise est responsable de la gestion et de l'évacuation des déchets de chantiers, elle doit notamment :

- Mettre en œuvre tous les moyens utiles à la gestion des déchets, tels que : la récupération des gravois, le tri sélectif des déchets, l'enlèvement quotidien, le transport, la location de bennes, la destruction, le recyclage, etc....,
- Prendre en charge les frais de décharge,
- Ne pas jeter dans les réseaux d'eaux usées et pluviales, les bennes, les conteneurs et poubelles de l'université,
- Produire à l'université les bordereaux de suivi de déchets industriels réglementaires précisant la catégorie et le pourcentage de recyclage.

8.8. Suivi des prestations et interlocuteurs

8.8.1 Suivi des prestations et maîtrise de chantier

Le suivi des prestations sera effectué par le Pôle exploitation-maintenance de la Direction du Patrimoine et Développement Durable de l'UPEC.

A la notification du marché, l'interlocuteur dédié sera précisé au titulaire par courriel.

En cas de changement d'interlocuteur, le titulaire sera informé par courriel adressé au représentant du titulaire désigné au démarrage du marché.

8.8.2 Opérations de vérification

Les opérations de vérification se déroulent selon les règles du chapitre 5 du CCAG/FCS.

L'admission de la prestation entraîne le transfert de propriété. Les pièces détachées stockées par le titulaire demeurent sa propriété jusqu'à l'admission, expresse ou tacite, de la prestation.

8.8.3 . Correspondants de l'Université Paris-Est Créteil

Les personnes désignées ci-après sont les interlocuteurs permanents du suivi des relations avec le titulaire, selon les attributions suivantes :

Pour les questions d'ordre techniques et opérationnelles :

Direction du patrimoine et du développement durable

Pôle Exploitation Maintenance

61 avenue du Général de Gaulle

94010 CRETEIL CEDEX

Tél. : 01 45 17 13 00

Pour les questions d'ordre administratives et contractuelles :

Pôle Achat Public

61 avenue du Général de Gaulle

94010 CRETEIL CEDEX

Tél. : 01 45 17 19 69

Courriel : dafachat@u-pec.fr

8.9. Fermeture de l'université

Traditionnellement, l'université ferme durant les périodes suivantes :

- Dix jours pendant les vacances de Noël,
- Trois semaines de fin juillet à mi-août.

Les dates exactes de fermeture seront communiquées au titulaire à chaque rentrée universitaire.

ARTICLE 9 - RESILIATION

La résiliation du marché peut intervenir conformément aux dispositions des articles 38 à 45 du CCAG/FCS.

Sans qu'il soit dérogé au CCAG/FCS, l'accord-cadre est résilié de plein droit et sans indemnité, après mise en demeure restée partiellement ou totalement sans réponse dans un délai ne pouvant être inférieur à 15 jours, notamment dans les cas suivants :

- Infraction caractérisée aux lois et règlements en vigueur,
- Infraction caractérisée aux stipulations de l'accord-cadre.

Outre les clauses de résiliation prévues par les dispositions de l'article 41.1 du CCAG/FCS, l'Université Paris-Est Créteil pourra résilier le marché, sans indemnisation du titulaire, en cas de :

- Inexécution partielle ou totale des prestations,
- Retard,
- Mauvaise exécution.

La résiliation sera précédée d'une mise en demeure, adressée par courrier avec accusé de réception, faisant état des manquements observés et invitant le titulaire à formuler ses observations et à remédier aux carences dans un délai de 15 jours à compter de la réception.

En cas de résiliation pour faute, la résiliation peut être prononcée aux frais et risques du titulaire. Dans ce cas, conformément aux dispositions de l'article 45.1 du CCAG/FCS, l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire pourra être ordonnée, après mise en demeure du titulaire, en cas d'inexécution de prestations ne pouvant souffrir d'aucun retard ou de résiliation du marché. Conformément à l'article 45.4 du CCAG/FCS, l'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 10 - MESURES D'ORDRE SOCIAL - APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL

10.1. Dispositions générales

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la prestation de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

10.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en Français.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 et suivants du code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse, ainsi rédigée :

« *J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance de l'accord-cadre n° du ayant pour objet* »

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée, relative à la sous-traitance.

Les demandes de paiement sont soumises aux modalités de l'article 4.4 du présent CCAP et les correspondances relatives au marché sont rédigées en Français.

ARTICLE 11 – GARANTIE

11.1. Délai de garantie

Les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission conformément à l'article 33 du CCAG / FCS.

11.2. Garanties particulières

Aucune n'est prévue dans le cadre de l'opération.

ARTICLE 12 - ASSURANCES

A compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur ainsi que les co-traitants et les sous-traitants désignés dans le marché devront présenter la déclaration annuelle de leur compagnie d'assurance des travaux couverts par elle, avec indication des montants, ou à défaut, l'attestation de ladite compagnie indiquant que l'opération a bien été prise en charge.

Ils devront justifier qu'ils sont titulaires :

- d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accident ou de dommages causés par l'exécution des travaux ou des modalités de leur exécution,
- d'une assurance couvrant les responsabilités résultantes des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792.6 et 2270 du Code Civil.

Les attestations correspondantes devront porter mention de l'étendue des garanties et viser expressément les travaux objet du présent marché.

L'entrepreneur garantit l'administration de tous les dommages dont elle pourra être responsable par la seule existence du chantier.

La garantie porte sur :

- L'ensemble des fournitures et travaux,
- Le bon fonctionnement des installations et leur conservation.

La garantie oblige l'entreprise à assurer gratuitement :

- Le remplacement ou la réparation des matériels,
- La main d'œuvre nécessaire,
- Les frais annexes pouvant découler de ces interventions au titre des garanties.

Les garanties, auxquelles l'entrepreneur est tenu, à compter de la réception, devront au minimum respecter les délais prévus dans le code civil.

L'absence de production de ces attestations fait obstacle au mandatement de l'avance et/ou des sommes dues à l'entrepreneur.

ARTICLE 13 – ATTRIBUTION DE JURIDICTION, LOI ET LANGUE APPLICABLE

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Auparavant, un accord à l'amiable entre les parties sera recherché dont les frais d'expertise éventuels seront partagés au prorata de l'arbitrage rendu.

En cas d'action contentieuse ouverte à l'occasion de la conclusion et exécution du marché, celle-ci sera portée devant le Tribunal Administratif de Melun.

En application des articles L.2197-1 à L.2197-3 et R.2197-1 à D.2197-22 du code de la commande publique, de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux comités consultatifs locaux de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics, et du décret n° 2020-848 du 2 juillet 2020 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'économie et des finances, l'organe chargé des règlements amiables des différends relatifs aux marchés publics est le suivant :

Comité consultatif interrégional de règlement des différends de Paris :

Préfecture de la région Île-de-France – Préfecture de Paris

5 rue Leblanc

75911 Paris cedex 15

Secrétariat CCIRA de Paris

Tél : 01 82 52 42 72 / Fax : 01 82 52 42 95

Courriel : ccira@paris-idf.gouv.fr

En cas d'action contentieuse ouverte à l'occasion de la passation et exécution du marché, celle-ci sera portée devant le Tribunal Administratif de Melun.

Tribunal administratif de Melun

43, rue du Général de Gaulle

77000 Melun

Tel : 01 60 56 66 30 / Fax : 01 60 56 66 10

Mail : greffe.ta-melun@juradm.fr

Site : <http://melun.tribunal-administratif.fr/>

Toute autre clause attributive de compétence pouvant figurer sur les documents du titulaire sera considérée comme nulle.

Les correspondances relatives au marché seront rédigées en français.

La monnaie de compte du marché est l'euro.

ARTICLE 14 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

A l'article 2.1. du présent CCAP, il est dérogé à l'article 4.1 du CCAG/FCS,

A l'article 5.2. du présent CCAP, il est dérogé à l'article 14 du CCAG/FCS.